

## DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES

*Référence : DUBOURREAU 3150 26.01.17*

Le 26/01/2017



<b>Bien :</b>	<b>Maison individuelle</b>
<b>Adresse :</b>	<b>18 rue du Général Foy 24290 MONTIGNAC</b>
<b>Numéro de lot :</b>	<b>Sans objet</b>
<b>Référence Cadastre :</b>	<b>NC</b>

PROPRIETAIRE
Madame DUBOURREAU Catherine 5 Rue Joseph Joubert 24290 MONTIGNAC

DEMANDEUR
Madame DUBOURREAU Catherine 5 Rue Joseph Joubert 24290 MONTIGNAC

Date de visite : 26/01/2017  
Opérateur de repérage : PONS Julien



## ATTESTATION D'INDÉPENDANCE GARANTIE DES MOYENS

Je soussigné, Julien PONS gérant de la SAS T2L Expertise, franchisé indépendant EX'IM dont le siège social est situé 21 rue de juillet 24290 MONTIGNAC, **déclare et m'engage sur l'honneur\*** n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son représentant, ni avec une entreprise susceptible d'organiser des travaux dans les immeubles pour lesquels il m'est demandé de réaliser un diagnostic technique immobilier. Je reconnais par ailleurs mettre les moyens nécessaires au regard de **l'article L.271-6 du code de la construction et de l'habitation** pour réaliser les missions demandées.

Fait à Montignac le 02 janvier 2015



*\*« Art. L. 271-3. - Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L. 271-6 répondant aux critères d'indépendance, d'impartialité et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »*

*« Art. L. 271-2. - Les personnes mentionnées à l'article L. 271-6 souscrivent une assurance dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance. »*

#### SANCTIONS

*« Art. L. 271-4. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait :*

*a) Pour une personne d'établir un document prévu aux 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> et au 6<sup>o</sup> de l'article L. 271-4 sans respecter les conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies par les articles R. 271-1 et R. 271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6 ;*

*b) Pour un organisme certificateur d'établir un dossier de diagnostic technique*

*c) Pour un vendeur de faire appel, en vue d'établir un document mentionné aux 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> et au 6<sup>o</sup> de l'article L. 271-4, à une personne qui ne satisfait pas aux conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies aux articles R. 271-1 et R. 271-2 ou aux conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article.*

*« La récidive est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal. »*